Levée des sanctions qui frappaient des proches de Charles Taylor

Libéria
25.7.2012.
Levée des sanctions qui frappaient des proches de Charles Taylor

Le Conseil de sécurité a annoncé mercredi avoir levé des sanctions contre 17 Libériens, dont deux ex-épouses de l'ancien président du Liberia Charles Taylor.

Les sanctions (gel des avoirs et interdiction de voyager) avaient été imposées à partir de 2001 contre des proches de Taylor, qui a été condamné en mai à 50 ans de prison pour des crimes de guerre commis pendant la guerre civile en Sierra Leone.

Le communiqué du Comité sur les sanctions au Liberia donne une liste de noms mais ne précise pas les raisons de cette décision.

Parmi les 17 personnes concernées figurent deux anciennes épouses de Taylor, Agnes Reeves Taylor et Jewel Howard Taylor. Cette dernière avait divorcé de Taylor en 2006 et est maintenant sénatrice.

La liste inclut aussi d'anciens ministres et associés de Taylor qui ont poursuivi une carrière politique au Liberia. Il s'agit notamment d'Adolpus Dolo, aujourd'hui sénateur, de l'ancien ministre Reginal Goodridge, du conseiller économique de Taylor, Emmanuel Shaw, et de John Richardson, ancien conseiller de Taylor pour la sécurité.

Le Conseil a aussi levé les sanctions imposées à Belle Dunbar, George Dweh, Edwin Snowe, Tupee Taylor, Myrtle Francelle Gibson, Martin George, Cyril Allen, Randolph Cooper, Victoria Refell, tous anciens alliés ou associés de Charles Taylor. Le communiqué mentionne aussi Sampson Gwen et Maurice Cooper, qui sont décédés entre-temps.

La levée des sanctions est une bonne nouvelle pour le gouvernement, a déclaré le ministre

libérien des Affaires étrangères, Augustine Naguafan. Il s'exprimait sur la radio nationale peu avant l'annonce de la mesure à New York.

Nous sommes ravis d'apprendre cette nouvelle que nous attendons depuis longtemps. Maintenant nous pourrons voyager et faire la promotion de notre pays, a de son côté indiqué Edwin Snowe.

Charles Taylor, président du Liberia de 1997 à 2003, a été condamné par la justice internationale après avoir été reconnu coupable d'avoir soutenu des rebelles en échange de diamants lors de la guerre en Sierra Leone.